



Le livre de Martin Broszat, *L'Etat hitlérien*, traduit en français chez Fayard en 1985.

Quelle place pour Hitler dans le régime nazi

Le débat entre fonctionnalistes et intentionnalistes

Quelle place Hitler tient-il précisément dans l'Etat, quelle est sa responsabilité dans les prises de décision ?

L'Etat national-socialiste est-il déterminé par le Führerprinzip ou est-il au contraire d'une nature polycentrique ?

Comment peut-on expliquer la Solution finale ?

L'interprétation intentionnaliste

Deux écoles d'interprétation ont longtemps prédominé parmi les historiens. D'un côté, les intentionnalistes ou hitléro-centristes, qui pensent le rôle de Hitler comme prédominant et central dans les prises de décision. De l'autre, les fonctionnalistes qui défendent l'importance des phénomènes conjoncturels, de la concurrence entre les différentes administrations de l'Etat nazi, donc d'un polycentrisme au sein de l'Etat.

Jusqu'au début des années 1970, l'idée d'un dictateur tout-puissant domine. Dans cette vision intentionnaliste s'inscrivaient des historiens comme **Hillgruber, Hildebrand ou Jäckel**. Pour eux, Hitler dispose d'une autorité absolue, il était le levier central du pouvoir. Certes ils reconnaissaient l'existence d'un véritable « chaos institutionnel », résultant de la création d'instances nouvelles « contournant ou chevauchant les institutions existantes dotées de pleins pouvoirs directement mandatés par Hitler » ; ils admettaient que ce système entravait toute politique rationnelle.

Le contrepoint fonctionnaliste

Puis l'étude du rôle précis de Hitler fait naître une controverse. Le Führer n'est-il pas étrangement absent des sources ? La recherche sur les structures du régime faisait apparaître un pouvoir central morcelé avec des administrations concurrentes, aboutissant à un « agrégat désordonné et constamment mouvant des centres du pouvoir et de factions rivales ». L'historien **Martin Broszat**, un des représentants les plus éminents de l'école fonctionnaliste parle d'une absence de structure de l'Etat nazi, et de « polycratie », qui est un point très critiqué.

Broszat a tiré du désordre autour d'Hitler à partir de 1938, de l'absence de réunion du conseil des ministres l'idée d'une autorité symbolique, dans laquelle Hitler accorderait sa sanction à des décisions prises en amont. Hitler aurait préféré « une forme d'autorité reposant sur les liens de dépendances et de loyauté », il se serait fondé sur son pouvoir charismatique. Cependant il reconnaît que les obsessions d'Hitler ont structuré l'opinion sur l'antisémitisme, l'anti-bolchevisme et la conquête d'un « espace vital ». **Hans Mommsen** fait scandale en parlant d'Hitler comme d'un « dictateur faible ».

Ian Kershaw tente de dépasser ce débat en convoquant le charisme du pouvoir hitlérien. Il ajoute que le style de vie du Führer, ses absences, son refus d'étudier les dossiers n'autorisaient guère un gouvernement rationalisé. Il préférerait attendre que le plus fort l'emporte. Il préservait ainsi le mythe du Führer au-dessus des contingences. Au total, l'interprétation fonctionnaliste vaut davantage pour la politique intérieure qu'elle a permis de mieux faire comprendre. L'action de Hitler était nettement plus prégnante sur le terrain extérieur où le terme d'Hitlérisme s'applique sans conteste.

Source : Alfred Wahl, *L'Allemagne de 1918 à 1945*, Paris, Armand Colin, 1999.